

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 26/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RAGT SEMENCES

Les Molinières
2450 route de Baraqueville
12450 Calmont

Références : 12-CRARC-2025-24
Code AIOT : 0006803481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement RAGT SEMENCES implanté Les Molinières 2450 route de Baraqueville 12450 Calmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement RAGT SEMENCES à Calmont. La visite d'inspection se déroule dans le cadre des Actions nationales 2025 "Travaux par points chauds".

La précédente inspection date du 31/01/25.

L'inspection des installations classées a fait un point sur certaines suites des précédentes inspections :

- mise à jour POI : la mise à jour du POI a avancé, notamment concernant le plan des murs coupe-feu,
- étude adéquation DAI : l'exploitant s'est engagé en inspection à transmettre sous 6 mois les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection automatique d'incendie,
- mise à jour des plan du réseau d'eau pluviale pour intégrer les conduites transitant sous les bâtiments : l'exploitant a procédé à des investigations. Le plan est en cours de mise à jour.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAGT SEMENCES
- Les Molinières 2450 route de Baraqueville 12450 Calmont
- Code AIOT : 0006803481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site RAGT SEMENCES des Molinières, créé en 1970, s'étend sur 20 ha dont environ 4,2 ha couverts. Il est dédié au séchage, tri, calibrage, traitement et conditionnement des semences. Il est autorisé par l'arrêté préfectoral n°12-2018-11-28-005 du 28 novembre 2018.

Il est notamment soumis à autorisation pour la rubrique 2160 (silos) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et à enregistrement pour les rubriques 1510 (entrepôt) et 2260 (calibrage et séchoir). Le risque d'incendie est le risque prépondérant.

Les activités de RAGT Semences se décomposent en 4 grandes étapes:

- récolte, effeuillage pour le maïs et séchage, sauf pour les céréales;
- tri, calibrage et stockage des semences;
- traitement par pelliculage avec une bouillie de produits phytosanitaires et conditionnement;
- stockage des produits finis et expédition.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie -	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	dimensionnement moyens en eau			justificatif à l'exploitant	
12	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article IV du 7.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	/	Sans objet
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
8	Travaux et sous	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	traitance	04/10/2010, article 63		
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
13	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 4.3.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a examiné le respect de certaines dispositions concernant la gestion des permis feu et les suites de certaines inspections.

Au vu de cet examen non exhaustif, l'exploitant doit apporter des compléments et engager des actions sur les points suivants :

- l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour effectuer lui même la vérification après la fin des travaux,
- transmettre sous 4 mois un calendrier détaillé présentant les différentes opérations requises pour la mise en conformité du site avec le débit et la quantité d'eau nécessaire pour la lutte contre l'incendie et le confinement des eaux d'extinction,
- mettre en conformité le site avec le débit et la quantité d'eau nécessaire pour la lutte contre l'incendie et le confinement des eaux d'extinction selon le planning défini au point ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à</p>

observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan à destination des pompiers indiquant notamment les différentes zones à risque d'explosion (ATEX), les transformateurs électriques et la zone d'entreposage de produits phytosanitaires.

La visite du site a permis de constater par sondage que les consignes à respecter sont indiquées à l'entrée de ces zones.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :
[...]

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

Constats :

L'exploitant réalise des permis "feu" pour tous les travaux par point chaud réalisés sur le site.

Le fascicule "informations sécurité et environnement" indique en interdictions strictes : "Réaliser des travaux par points chauds sans permis de feu". Ce fascicule est distribué à l'ensemble des personnes intervenants sur l'installation (CDI, CDD, salariés saisonniers, intérimaires, stagiaires et intervenants d'entreprises extérieures)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

Constats :

Le fascicule "informations sécurité et environnement" indique en interdictions strictes :

- "Réaliser des travaux par points chauds sans permis de feu".
- "fumer sur le site aux endroits réservés à cet effet"

Ce fascicule est distribué lors de l'accueil de l'ensemble des personnes intervenants sur l'installation (CDI, CDD, salariés saisonniers, intérimaires, stagiaires et intervenants d'entreprises extérieures)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

L'inspection des installations classées a consulté par sondage des permis de feu renseignés et des plans de prévention. Ils comprenaient la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants et les éventuels adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un POI, et réalise des plans de prévention lorsqu'il fait intervenir des sous-traitants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

<p>Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classés a consulté la trame des plans de prévention. Elle contient les éléments demandés par la présente prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

L'inspection des installations classées a consulté des plans de prévention. Ceux-ci comportent :

- la nature des travaux, les dangers identifiés et les mesures prises, sous la surveillance du chargé de sécurité de l'entreprise utilisatrice,
- des informations sur l'adaptation du matériel et des installations à la nature de l'opération, en lien avec les dangers identifiés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

[...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Constats :

Les conditions de recours à de la sous traitance et l'organisation mise en place sont décrites dans les plans de prévention.

L'annexe 3 du modèle de plan de prévention identifie les différentes opérations, le phasage et les sous-traitants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
Constats : <p>Les entreprises extérieures prennent connaissance des éléments suivants dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention : les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, la mise en œuvre des moyens d'intervention .</p> <p>Le fascicule "informations sécurité et environnement" et le plan associé est distribué à l'ensemble des personnes intervenants sur l'installation (CDI, CDD, salariés saisonniers, intérimaires, stagiaires et intervenants d'entreprises extérieures) Il indique notamment les risques des installations, les consignes à respecter sur le site et la conduite à tenir en cas de sinistre.</p> <p>L'installation dispose d'équipiers de première intervention formés au maniement des extincteurs et des équipiers de seconde intervention formés au maniement des extincteurs et des robinets d'incendie armés.</p> <p>L'ensemble du personnel du site est formé au maniement des extincteurs avec un recyclage une fois tous les deux ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
Constats : <p>Les vérifications avant début de travaux à la fin des travaux et 2h après la fin des travaux sont tracées dans le permis feu.</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté un permis feu concernant des travaux de couverture des bâtiments BT35 et BT 36 du 30 juin au 4 juillet 2025.</p>

L'exploitant a précisé que la vérification des travaux réalisés en fin de travaux peut parfois être effectuée par des entreprises extérieures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour effectuer lui même la vérification après la fin des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2025
Prescription contrôlée : <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins</p>

d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

L'exploitant a transmis le 30 juin 2025 un document traçant :

1. les essais des débits avec les 5 poteaux incendie utilisés simultanément réalisés le 12 mai 2025. Ces essais montrent avec l'utilisation simultanée des 5 poteaux un débit à 1 bar de 68 m³/h pour le poteau 1, 0 m³/h pour le poteau 2, 70 m³/h pour le poteau 3, 10 m³/h pour le poteau 4 et 0 m³/h pour le poteau 5. En utilisant simultanément seulement les poteaux 4 et 5 les débits à 1 bar sont respectivement de 30 et 65 m³/h
2. les besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie conformément au document technique D9 pour l'ensemble des bâtiments concernés par les prescriptions techniques du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié. Le document vérifie l'adéquation des moyens d'extinction existants avec les besoins calculés.

Ce rapport contient le calcul d'un besoin en eau de 540 m³/h pendant 2 heures pour la partie B du site (les poteaux incendies sont capables de fournir 95 m³/h à 1 bar) et un volume d'eau d'extinction à retenir de 2340 m³ (la rétention existante a une capacité de 1500 m³)

Le SDIS a réalisé une visite du site le 10 juillet 2025. Il a identifié des actions à mener pour consolider les besoins en eau et le dimensionnement de la réserve d'eau incendie à ajouter au site (certains murs, a priori coupe feu, n'auraient pas été pris en compte dans le calcul D9, nouveau test en simultané des 3 Poteaux côté Est).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :

- transmettre sous 4 mois un calendrier détaillé présentant les différentes opérations requises pour la mise en conformité du site avec le débit et la quantité d'eau nécessaire pour la lutte contre l'incendie et le confinement des eaux d'extinction.
- réaliser les travaux de mise en conformité selon le calendrier annoncé

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article IV du 7.4.1

Thème(s) : Situation administrative, Confinement des eaux d'extinction

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2025
Prescription contrôlée : <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>La capacité de rétention nécessaire a été estimée à 660 m³. Le confinement sera assuré par le bassin extérieur de 1 500 m³ et par la rétention interne des 2 bâtiments BT37 et BT 38. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
Constats : <p>voir constat précédent.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Voir demande du constat précédent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 4.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2025
Prescription contrôlée : <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.</p> <p>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande, Leur entretien préventif et leur mise en</p>

fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Un test de l'actionnement à distance de la vanne a été réalisé lors de l'inspection. Le dispositif était fonctionnel.

Un affichage permettant de situer le dispositif sera prochainement installé (la commande du panneau a été réalisée).

La vanne est intégrée au plan de maintenance du site et sa mise en fonctionnement est décrite dans une procédure.

Type de suites proposées : Sans suite